

DOUBLE INITIATIVE FISCALE : POUR TOUTES ET TOUS, SANS PRIVILÈGES!



Pas de cadeaux aux millionnaires: initiative pour la suppression des forfaits fiscaux

Les soussigné-e-s, électrices et électeurs du canton de Genève, en vertu des articles 64 et 65B de la constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847, et des articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982, appuient l'initiative législative suivante visant à modifier la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (abrogation des forfaits d'impôts), ayant la teneur suivante :

Article unique

La loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) du 27 septembre 2009 est modifiée comme suit :

Art. 14 Imposition d'après la dépense (*abrogé*)

Art. 72 al. 6 Dispositions transitoires (*nouveau*)

L'abrogation de l'article 14 déploie ses effets dès la période fiscale qui suit la votation populaire.

Toutes les conventions contraires sont caduques et cessent de déployer un quelconque effet à la même échéance.

	Nom (en majuscules)	Prénom (usuel)	Année de naissance	Canton d'origine	Commune électorale	Domicile (adresse complète)	Signature
1							
2							
3							
4							
5							

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi seront annulées (art. 87, lettre b et art. 183, lettre d, de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Le retrait total ou partiel de l'initiative peut être décidé à la majorité des électrices et électeurs suivants:

SCHNEIDER HAUSSE Lydia, rue des Gares 25, 1201 Genève; **LONGET** René, Ch. Verjus 90b, 1212 Grand-Lancy; **DE SAINTE MARIE** Romain, av. Adrien-Jeandin 12, 1226 Thônex; **SALERNO** Sandrine, route de Chêne 13, 1207 Genève; **D'ANDRES** Christian, Rue de Carouge 5, 1205 Genève; **MOREILLON** Arnaud, 37, Rue Louis-Favre, 1201 Genève; **SOMMARUGA** Carlo, route de Chêne 13, 1207 Genève; **PEYTREMANN** Eric, rue Ernest-Bloch 54, 1207 Genève; **ROBERT** Jacques, rue des Lattes 13, 1217 Meyrin; **TORNARE** Manuel, rue Merle-d'Aubigné 5, 1207 Genève; **BOILLAT** Valérie, rue Jean-Violette 3, 1205 Genève; **BOLAY** Loly, chemin des Massettes 22, 1218 Le Grand-Saconnex; **JOLIAT** Françoise, chemin des Marais 8A, 1232 Confignon; **SERDALLY MORGAN** Christine, route de Florissant 210, 1231 Conches; **MAURY PASQUIER** Liliane, rue d'Ermenonville 1, 1203 Genève; **ROTH-BERNASCONI** Maria, chemin des Fauvettes 20, 1212 Grand-Lancy

Pas de cadeaux aux multinationales: Initiative pour la suppression des allégements fiscaux

Les soussigné-e-s, électrices et électeurs du canton de Genève, en vertu des articles 64 et 65B de la constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847, et des articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982, appuient l'initiative législative suivante visant à modifier la loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) (abrogation des allégements fiscaux) ayant la teneur suivante :

Article unique

La loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) du 23 septembre 1994 est modifiée comme suit :

Art. 10 Allégements fiscaux (*abrogé*)

Art. 45 B Dispositions transitoires (*nouveau*)

L'abrogation de l'article 10 déploie ses effets dès la période fiscale qui suit la votation populaire. Toutes les conventions fondées sur l'article abrogé sont caduques et cessent de déployer un quelconque effet à la fin de la période fiscale au cours de laquelle la votation populaire a eu lieu.

	Nom (en majuscules)	Prénom (usuel)	Année de naissance	Canton d'origine	Commune électorale	Domicile (adresse complète)	Signature
1							
2							
3							
4							
5							

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi seront annulées (art. 87, lettre b et art. 183, lettre d, de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Le retrait total ou partiel de l'initiative peut être décidé à la majorité des électrices et électeurs suivants:

SCHNEIDER HAUSSE Lydia, rue des Gares 25, 1201 Genève; **LONGET** René, Ch. Verjus 90b, 1212 Grand-Lancy; **DE SAINTE MARIE** Romain, av. Adrien-Jeandin 12, 1226 Thônex; **SALERNO** Sandrine, route de Chêne 13, 1207 Genève; **D'ANDRES** Christian, Rue de Carouge 5, 1205 Genève; **MOREILLON** Arnaud, 37, Rue Louis-Favre, 1201 Genève; **SOMMARUGA** Carlo, route de Chêne 13, 1207 Genève; **PEYTREMANN** Eric, rue Ernest-Bloch 54, 1207 Genève; **ROBERT** Jacques, rue des Lattes 13, 1217 Meyrin; **TORNARE** Manuel, rue Merle-d'Aubigné 5, 1207 Genève; **BOILLAT** Valérie, rue Jean-Violette 3, 1205 Genève; **BOLAY** Loly, chemin des Massettes 22, 1218 Le Grand-Saconnex; **JOLIAT** Françoise, chemin des Marais 8A, 1232 Confignon; **SERDALLY MORGAN** Christine, route de Florissant 210, 1231 Conches; **MAURY PASQUIER** Liliane, rue d'Ermenonville 1, 1203 Genève; **ROTH-BERNASCONI** Maria, chemin des Favettes 20, 1212 Grand-Lancy

Merci de renvoyer ce carton, même partiellement rempli, au plus vite, et en tous les cas avant le 20 décembre 2011 !

Au Parti Socialiste Genevois – 15 rue des voisins – 1205 Genève

DOUBLE INITIATIVE FISCALE : POUR TOUTES ET TOUS, SANS PRIVILÈGES!

Pas de cadeaux pour les millionnaires: supprimons les forfaits fiscaux!

Les forfaits fiscaux sont des rabais d'impôts octroyés pour attirer de très riches étrangers sous conditions qu'ils n'exercent pas d'activité lucrative sur le canton, alors qu'ils ont tout à fait les moyens de payer leur part, comme tout le monde !



Les conséquences de ces forfaits sont :

- **L'inégalité**
Nous payons beaucoup plus d'impôts proportionnellement à ce que paient les riches forfaitaires !
Ingvar Kamprad, propriétaire d'Ikea, possède une fortune estimée à 40 milliards de francs. Au bénéfice d'un forfait fiscal, il ne paie que 200'000 francs d'impôts par an, soit 0.0005%. Avec ce même rabais, si un citoyen suisse possédait 100 000 francs, il ne paierait que 50 centimes.
- **Pratique opaque**
Les forfaits fiscaux sont délivrés de manière opaque. Hormis l'administration des finances et son ministre, personne ne sait très bien comment sont octroyées ces ristournes.
- **Monaco-sur-Léman**
En attirant ces ultra-riches, les rues de Genève se transforment en échoppes de luxe, les petits commerces disparaissent, les prix des logements prennent l'ascenseur. Nous ne nous y retrouvons plus !
- **Genève parasite**
Genève aspire la fortune des pays étrangers qui voient leurs richesses disparaître. L'image de notre canton en est détériorée sur le plan international.
- **Profiteurs**
Ces ultra riches qui paient très peu d'impôts profitent au rabais de toutes les infrastructures payées plein pot par les Genevois-e-s.

Comme à Zurich, supprimer les forfaits fiscaux rapporterait plus d'argent dans les caisses de l'Etat !



Pas de cadeaux pour les multinationales: supprimons les allègements fiscaux!

L'Etat de Genève attire des multinationales au moyen d'allègements fiscaux. Le nombre de ces grandes firmes, sociétés de négoce, hedges funds, holdings et autres sociétés auxiliaires augmente donc chaque année.



Les conséquences pour Genève sont:

- **Concurrence déloyale avec les entreprises genevoises**
Les grandes multinationales qui s'implantent à Genève ne sont taxées qu'à hauteur de 11.65 % contre 24.3 % pour les entreprises suisses, et bénéficient en plus d'allègements fiscaux. Conséquences : ces firmes sont beaucoup plus avantagées que nos entreprises et représentent une réelle menace pour notre économie locale.
- **La marmite genevoise sous pression !**
La plupart des multinationales viennent avec leurs propres employé-e-s. Elles ne créent que très peu d'emplois localement. De plus, elles accaparent des logements au prix fort pour leurs employé-e-s, ce qui a encore pour effet d'augmenter les prix de l'immobilier.
- **Profiteurs**
Si ces firmes choisissent Genève, c'est également pour sa qualité de vie et ses infrastructures. Or, avec les allègements fiscaux, elles ne reversent pas ce qu'elles devraient tout en profitant de ces prestations offertes.
- **Pas nécessaire économiquement**
La fiscalité attrayante n'est qu'un des facteurs de la venue des multinationales à Genève. Imposer normalement ces firmes ne les ferait donc pas fuir pour autant et cela rapporterait davantage.